



**PRÉFET  
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général  
Direction de la Coordination des  
Politiques Publiques et de l'Appui Territorial**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DCPAT-2025 n° 171**

**portant mise en demeure – société TERRENA à Ecoflant**

**Installations de fabrication d'aliments pour animaux et de silos de stockage de céréales**

**Installations classées pour la protection de l'environnement**

**Le Préfet de Maine-et-Loire,**  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,  
Chevalier des Palmes Académiques,

**VU** le Code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5 ;

**VU** le décret du Président de la République du 06 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Philippe CHOPIN en qualité de préfet de Maine-et-Loire ;

**VU** le décret du Président de la République du 25 août 2023 portant nomination de Monsieur Emmanuel LE ROY, administrateur de l'État du deuxième grade, en qualité de secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire (groupe II) ;

**VU** l'arrêté préfectoral SG/MICCSE n° 2024-10 du 18 mars 2024 portant délégation de signature à Monsieur Emmanuel LE ROY, secrétaire général de la préfecture ;

**VU** l'arrêté préfectoral D1-86-n°655 du 31 juillet 1986 autorisant la COOPERATIVE ANJOU VAL DE LOIRE (CAVAL) à exploiter des unités de stockage de céréales relevant du régime de l'autorisation préfectorale ;

**VU** la demande de transfert du 17 décembre 2004 de cette autorisation par la société TERRENA dont le siège social est à la Noëlle, BP20199, 44155 Ancenis Cedex ;

**VU** les arrêtés préfectoraux complémentaires des 13 décembre 1999, 17 décembre 2004 et 28 octobre 2016 réglementant les installations ;

**VU** l'arrêté ministériel (AM) modifié du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**VU** les dispositions de l'AM du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées abrogées par l'arrêté du 19 juillet 2011 et remplacées par celles de la section III de l'AM modifié du 04 octobre 2010 ;

**VU** l'article 19 de l'AM modifié du 04 octobre 2010 susvisé qui dispose qu'« un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique. » ;

**VU** l'article 20 de l'AM modifié du 04 octobre 2010 susvisé qui dispose que « l'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations à autorisation au titre d'une rubrique des séries 1000, 2000 ou 4000 autorisées à partir du 24 août 2008 et des installations à autorisation au titre d'une rubrique de la série des 3000 dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est postérieur au 1<sup>er</sup> septembre 2022, et non soumises à ces dispositions par ailleurs à la date du 31 août 2022, pour lesquelles ces mesures et

dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique. » ;

**VU** l'article 21 de l'AM modifié du 04 octobre 2010 susvisé qui dispose que « l'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. [...] Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.» ;

**VU** l'article 22 de l'AM modifié du 04 octobre 2010 susvisé qui dispose que « l'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre (ARF) , l'étude technique (ET), la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications. » ;

**VU** l'ARF du 26 juin 2009 effectuée par la société BUREAU VERITAS concluant à la nécessité de réaliser une ET et de mettre en place les dispositifs définis dans cette ET sur les silos ;

**VU** l'ET de mars 2012 effectuée par la société AXE ENVIRONNEMENT concluant à la nécessité de vérifier le fonctionnement et les caractéristiques du paratonnerre à dispositif armé (PDA) existant sur la tour de manutention du silo 1 et du parafoudre de type 1 dans le TGBT du silo 1 (les remplacer si besoin) et de réaliser des travaux (installation d'un PDA sur la tour de manutention du silo 2 à 5 m de hauteur et de caractéristiques similaires au PDA existant et d'un parafoudre de type 1 dans le TGBT du silo 2 et éventuellement un parafoudre de type 2 sur les alimentations des séchoirs des silos 1 et 2) ;

**VU** le rapport de l'inspection de l'environnement, établi suite à la visite d'inspection réalisée sur le site de la société TERRENA en date du 12 novembre 2024, transmis à l'exploitant par courrier en date du 04 décembre 2024 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement ;

**VU** les observations formulées par l'exploitant par courriel du 16 janvier 2025 sur le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure transmis le 04 décembre 2024 ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite en date du 12 novembre 2024 réalisée sur le site de la société TERRENA et qu'après réception des éléments transmis a posteriori, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants :

- l'exploitant n'a pas établi et ne tient pas à jour un carnet de bord des installations de protection contre la foudre permettant de retracer l'ensemble des travaux et des vérifications effectuées depuis l'ARF réalisée par la société Bureau Veritas,
- les rapports de vérification des installations de protection contre la foudre des silos des 11/09/2024, 29/11/2023 et 19/09/2022 de la société SOCOTEC qui font état que "les points décrits dans l'étude technique et sa notice de vérification ne sont pas en adéquation avec les installations vérifiées. L'ensemble des protections seront à mettre en conformité (Cf. étude technique)",
- aucune action de remise en état ou action corrective n'a été réalisée dans le délai maximum d'un mois après les vérifications des installations de protection contre la foudre précitées de 2022, 2023 et 2024,
- l'absence de PDA sur la tour de manutention du silo 2,
- l'exploitant n'est pas en capacité de fournir les justificatifs afférents à l'installation de tous les dispositifs de protection et à la mise en place de toutes les mesures de prévention, par un organisme compétent, à l'issue de l'ET de mars 2012 qui étaient à réaliser au plus tard deux ans après l'élaboration de l'ARF du 26 juin 2009. A ce titre, l'exploitant a reconnu que certains travaux de l'ET de mars 2012 n'avaient pas été réalisés en particulier l'installation du PDA sur le silo 2 et de parafoudre(s) sur les installations du silo 2. il n'a pas su expliquer cette absence de mise en conformité ;

**CONSIDÉRANT** que ces constats relatifs à la protection contre la foudre constituent des manquements aux dispositions des articles 19, 20, 21 et 22 de l'AM modifié du 04 octobre 2010 susvisés ;

**CONSIDÉRANT** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société TERRENA de respecter ces dispositions afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

**Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire,**

## **ARRÊTE**

### **Article 1**

La société TERRENA, exploitant des installations de fabrication d'aliments pour animaux et des silos de stockage de céréales, située au lieu dit « la Charonnière » sur la commune d'Ecouflant, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 19, 20, 21 et 22 de l'AM modifié du 04 octobre 2010 susvisés :

Dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté :

- en installant l'ensemble des dispositifs de protection et en mettant en place l'ensemble des mesures de prévention, par un organisme compétent, répondant aux exigences de l'ET réalisée suite à l'ARF susvisée (art. 20).

Dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté :

- en réalisant une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, après l'installation des protections définies dans l'ET (art. 21),
- en mettant en place le carnet de bord mis à jour (art. 19),
- en tenant à disposition de l'inspection des installations classées l'ARF, l'ET, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications (art. 22).

### **Article 2**

L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, dans les délais mentionnés à l'article 1 à compter de la notification du présent arrêté, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1.

### **Article 3**

Dans le cas où les obligations prévues aux articles 1 et 2 ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus par l'article 1, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

**Article 4** – Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article L. 221-8 du code des relations entre le public et l'administration, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou instituant d'autres formalités préalables, une décision individuelle expresse est opposable à la personne qui en fait l'objet au moment où elle est notifiée.

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Nantes ne peut être saisi que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5** – Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, les mesures de police administrative prévues à l'article L. 171-7 et au I de l'article L. 171-8 sont publiées sur le site internet des services de l'État dans le département pendant une durée minimale de deux mois.

**Article 6** – Le secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire, la colonelle commandant le groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) chargée de l'inspection des installations classées, le maire de la commune d'Ecouflant, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à la société Terrena.

Fait à Angers, le **03 FEV. 2025**

Pour le Préfet et par délégation,  
le Secrétaire général de la préfecture,

Emmanuel LE ROY